

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLICÉ FAI – 000603 – ASA 16/019/00 Action complémentaire sur l'AU 263/00 (ASA 16/019/00)

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## MYANMAR

### **CRAINTES DE TORTURE / PRISONNIERS D'OPINION**

U Soe Myint, 78 ans, membre du comité central de la *National League for Democracy* (NLD, Ligue nationale pour la démocratie) et président de la section de Yangon de ce parti Myo Aung, membre du comité d'organisation de la section de Yangon de la NLD (apparemment libre de ses mouvements)

Seize membres du mouvement des jeunes de la NLD : Htun Zaw Zaw, Myo Nyunt, Htun Myint, Thein Lwin, Aung Htoo, Khin Oo, Moe Thaw (également désigné sous le nom de Pauk Pauk), Myint Kyaw, Shwe Gyo, Than Htut, Nyan Lin Aung, Aye Myein Lin, Than Htun, Thein Swe, Zaw Min Kyaw et Min Aung Nyo

Daw Aung San Suu Kyi, secrétaire générale de la NLD U Tin U, vice-président de la NLD

---

Londres, le 14 septembre 2000

Les responsables de la *National League for Democracy* (NLD, Ligue nationale pour la démocratie) qui avaient été priés de demeurer chez eux sont maintenant autorisés à « reprendre leurs activités quotidiennes normales », ont annoncé aujourd'hui les autorités du Myanmar.

Selon certaines sources, le vice-président de la NLD U Tin U, au moins un autre dirigeant de ce parti et certains diplomates étrangers ont été autorisés à rendre visite à Daw Aung San Suu Kyi à son domicile.

Daw Aung San Suu Kyi et U Tin U étaient détenus au secret depuis le 2 septembre. La secrétaire générale et le vice-président de la NLD ainsi que d'autres membres de ce mouvement avaient été stoppés par les forces de sécurité le 24 août, alors qu'ils quittaient Yangon pour assister à une réunion. Ils avaient refusé de rebrousser chemin et étaient restés sur le bord de la route à Dallah, dans la banlieue de Yangon, jusqu'au 2 septembre, date à laquelle quelque 200 membres de la police anti-émeutes les avaient ramenés de force à Yangon.

Amnesty International n'a rien appris de nouveau concernant les 16 membres du mouvement des jeunes de la NLD nommés ci-dessus et U Soe Myint, qui ont apparemment été placés en détention à la prison d'Insein après avoir été reconduits dans la capitale.

### **INFORMATIONS GÉNÉRALES**

Le *State Peace and Development Council* (SPDC, Conseil national pour la paix et le développement), le gouvernement militaire du Myanmar, a pris des mesures de répression répétées contre la NLD depuis que ce parti d'opposition a remporté plus de 80 p. cent des sièges de l'Assemblée populaire (Parlement) à l'issue des élections législatives de mai 1990. La NLD n'a pas été autorisée à former un gouvernement, des centaines de ses membres ont été emprisonnés en raison de leurs activités politiques non violentes, et des milliers de personnes ont été contraintes à quitter ce mouvement.

Au Myanmar, les prisonniers politiques sont fréquemment soumis à la torture pendant qu'ils sont interrogés par des membres du *Military Intelligence Service* (MIS, Service de renseignements de l'armée) après avoir été arrêtés. Ils peuvent également être victimes de supplices après avoir été condamnés, s'ils enfreignent les règles arbitraires et extrêmement dures en vigueur dans les établissements pénitentiaires. Les conditions de détention y sont extrêmement éprouvantes. Les prisonniers politiques sont mal nourris, privés de soins médicaux et vivent dans des conditions insalubres ; des dizaines d'entre eux ont succombé à ces traitements.

**ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / télex / fax / aérogramme / lettre par avion** (en anglais ou dans votre propre langue) :

- réjouissez-vous des informations indiquant que les mesures restrictives de liberté prises contre Daw Aung San Suu Kyi, U Tin U et les autres membres du comité central de la *National League for Democracy* (NLD, Ligue nationale pour la démocratie) ont été levées et que leur détention au secret à pris fin ;
- déclarez-vous préoccupé par la sécurité d'U Soe Myint et des 16 membres du mouvement des jeunes de la NLD nommés ci-dessus, dans la mesure où les autorités n'ont toujours pas révélé où se trouvent ces personnes et quelle est leur situation au regard de la loi ;
- demandez instamment que toutes les personnes maintenues en détention soient autorisées sans délai à consulter des avocats, à recevoir la visite des membres de leur famille et à bénéficier de soins médicaux ;
- exhortez le *State Peace and Development Council* (SPDC, Conseil national pour la paix et le développement) à libérer immédiatement et sans condition U Soe Myint et ces 16 membres du mouvement des jeunes de la NLD, à moins qu'ils ne soient inculpés d'infractions prévues par la loi.

**APPELS À :**

**Premier secrétaire du Conseil national pour la paix et le développement (SPDC) :**

Lieutenant General Khin Nyunt, Secretary 1  
State Peace and Development Council  
c/o Director of Defence Services Intelligence (DDSI)  
Ministry of Defence, Signal Pagoda Road  
Dagon Post Office, Yangon  
Union du Myanmar

**Télégrammes :** General Khin Nyunt, Yangon, Myanmar

**Télex :** 21316

**Fax :** 95 1 222 950

**Formule d'appel :** *Your Excellency*, / Général, (si c'est une femme qui écrit) **ou** Mon Général, (si c'est un homme qui écrit)

**Bureau des études stratégiques du ministère de la Défense :**

Colonel Hla Min  
Office of Strategic Studies  
Department of International Affairs  
c/o Ministry of Defence, Signal Pagoda Road  
Dagon Post Office, Yangon  
Union du Myanmar

**Télégrammes :** Colonel Hla Min, Yangon, Myanmar

**Télex :** 21316

**Fax :** 95 1 222 950

**Formule d'appel :** *Dear Colonel*, / Colonel, (si c'est une femme qui écrit) **ou** Mon Colonel, (si c'est un homme qui écrit)

**COPIES aux représentants diplomatiques du Myanmar dans votre pays.**

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 26 OCTOBRE 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -*